

Irak : menaces du PKK contre des membres des forces de sécurité Assayech

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 24 février 2022

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Fax 031 370 75 00

E-mail : info@osar.ch

Internet : www.osar.ch

CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2022 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Risques encourus par des membres des forces de sécurité kurdes dans la province de Dahuk	4
2.1	Intensification des combats entre le PKK et la Turquie dans la province de Dahuk.....	4
2.2	Partenariat entre la Turquie et le KDP pour lutter contre le PKK.....	6
2.3	Menaces et attaque du PKK contre les forces de sécurité du KRG/KDP	7
3	Sources:	7

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Les questions suivantes sont tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Quelle est la situation sécuritaire actuelle dans le district d'Amedi, province de Dahuk ?
2. Les membres du PKK représentent-elles et ils une menace pour la population ou pour les membres des forces de sécurité kurdes, en particulier celles et ceux qui sont affiliés au parti démocratique du Kurdistan (KDP) ?
3. Existe-t-il des informations sur des menaces ou des assassinats de membres des forces Assayech de la part du PKK ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Irak depuis plusieurs années.¹ Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Risques encourus par des membres des forces de sécurité kurdes dans la province de Dahuk

2.1 Intensification des combats entre le PKK et la Turquie dans la province de Dahuk

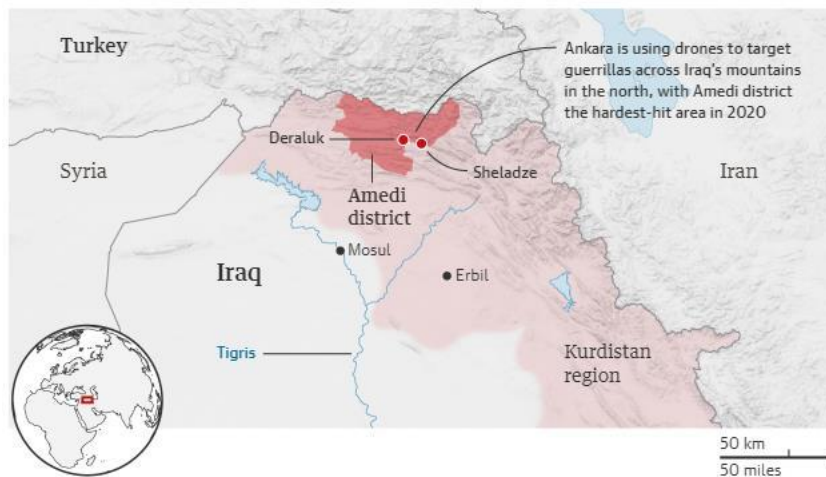
Présence et influence du PKK dans la zone frontalière avec la Turquie et dans les zones sous influence du PDK. Dans un rapport d'octobre 2021, l'OSAR indique que le *Parti des travailleurs du Kurdistan* (PKK) est présent et contrôle les zones montagneuses du Kurdistan irakien, notamment les monts Zab dans la province de Dahuk, d'où il lance des attaques transfrontalières en Turquie. Selon *Jean-Pierre Filiu*, cité par l'OSAR, le PKK est installé dans la chaîne montagneuse de Qandil, proche de la frontière iranienne, mais il est également implanté le long de la frontière turque. Selon *Al-Monitor*, également cité par l'OSAR, les camps du PKK s'étendent sur une longue distance depuis les monts Qandil à la frontière iranienne jusqu'à la frontière syrienne à l'ouest. Pour le *German Marshall Fund of the United States* (GMFUS), le PKK contrôle plus de 500 villages dans la région, la plupart se situant dans les zones sous influence du *Parti démocratique du Kurdistan* (PDK), le principal groupe politique au pouvoir dans la région autonome du Kurdistan (OSAR, 8 octobre 2021).

Dégradation de la situation sécuritaire dans la province de Dahuk depuis 2019, en particulier dans les zones frontalières avec la Turquie. Le district d'Amedi est un des plus touchés par les bombardements, attaques terrestres et frappes aériennes turques. Dans

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine.

son rapport d'octobre 2021, l'OSAR indique que selon l'Agence de l'Union européenne pour l'asile - EUAA (qui a remplacé le Bureau européen d'appui en matière d'asile - EASO), alors que la situation sécuritaire dans la province de Dahuk était plutôt stable depuis 2014, en 2019 et 2020, celle-ci s'est considérablement détériorée, notamment dans les zones frontalières du nord de Dahuk, en raison du conflit entre le PKK et la Turquie. Les zones frontalières et les villages où des combattant-e-s du PKK sont présent-e-s ont fait l'objet de frappes aériennes, d'attaques terrestres et de tirs d'obus. Ces attaques ont touché des zones civiles et ont conduit à l'évacuation de nombreux villages. Les forces de sécurité irakiennes ont établi des bases afin de désamorcer la situation entre la Turquie et le PKK et d'éviter les pertes de vies civiles. Se basant sur des données d'ACLED, EUAA indique qu'entre juin 2019 et janvier 2021, un total de 751 incidents de sécurité (moyenne de 9.1 incidents par semaine) ont été enregistrés dans la province. La plupart de ces incidents étaient classifiés comme « violence à distance » et « explosions » et se sont produits dans les districts d'Amedi et de Zakho (OSAR, 8 octobre 2021). L'*International Crisis Group* (ICG), qui se base sur des analystes de sécurité turcs, avance que la Turquie a déployé entre 2000 et 3000 soldat-e-s dans le nord de l'Irak. Ces forces turques sont stationnées dans un quarantaine d'avant-postes, certains éloignés de près de 40 kilomètres de la frontière. Citant des données d'ACLED, l'ICG indique qu'en 2021, une moyenne mensuelle de 209 incidents violents a été enregistrée en Turquie et dans le nord de l'Irak. Près de 1200 frappes aériennes turques ont été enregistrées en 2021, avec en moyenne 40 mort-e-s par mois, essentiellement des militant-e-s du PKK (ICG, 18 février 2022).

Turkey's conflict with the PKK in northern Iraq is becoming deadlier



Guardian graphic. Source: [Political Geography Now](https://www.politicalgeography.com/). Note: Situation as known 21 August 2020

Carte: The Guardian, 4 avril 2021

Des civil-e-s victimes des bombardements et forcé-e-s de fuir leurs maisons. Le district d'Amedi particulièrement touché. Selon ICG, les frappes turques ont fait des victimes civiles, avec près de quarante non-combattant-e-s tué-e-s depuis mi-2019. Elles ont également forcé des milliers de civil-e-s à quitter leurs maisons, en particulier dans le district d'Amedi (ICG, 18 février 2022). Le *Guardian* relève, en se basant sur des chiffres du groupe Christian Peacemaker Teams, qu'environ 400 villages ont été vidés et près de 100 civil-e-s tué-e-s depuis la reprise des combats. Les personnes déplacées se sont réfugiées dans des centres de district, tel que Deraluk, où elles ne reçoivent que peu d'assistance et où elles n'ont pas

d'opportunités économiques. Elles sont donc nombreuses à devoir retourner dans les zones à risque pour récolter de quoi survivre. Le PKK représente également une menace pour ces civil-e-s. Le groupe est depuis longtemps accusé par des organisations de défense des droits humains, comme Amnesty International, d'enlever des adolescent-e-s dans le but d'en faire des combattant-e-s, mais également de détenir et d'assassiner des civil-e-s soupçonné-e-s d'espionnage (*The Guardian*, 4 avril 2021).

Lancement en avril 2021 de l'opération « Griffe-Éclair » par la Turquie. Les frappes aériennes se sont poursuivies en 2022. Dans son rapport d'octobre 2021, l'OSAR indique, en se référant à *Al-Jazeera*, qu'en avril 2021, la Turquie a annoncé le lancement de nouvelles opérations militaires dans le nord de l'Irak, visant à lutter contre des combattant-e-s du PKK, que la Turquie considère comme une organisation terroriste. La Turquie a simultanément lancé les opérations « Griffe-Foudre » et « Griffe-Éclair ». Cette nouvelle offensive militaire turque fait suite à l'opération « Griffe-Aigle 2 » lancée en février 2021. Selon le ministère de la défense turque, des commandos turcs ont débarqué dans la région de Metina, proche de la frontière turque, à partir d'hélicoptères tandis que des avions de chasse bombardaient des positions du PKK (OSAR, 8 octobre 2021). Selon l'ICG, les opérations se sont poursuivies en 2022, avec notamment début février une attaque coordonnée impliquant une soixantaine d'avions de chasse contre des camps d'entraînement et des abris du PKK dans le nord de l'Irak, mais également en Syrie. Depuis 2019, la Turquie se repose essentiellement sur sa puissance aérienne, y compris des drones, pour frapper le PKK et cibler ses cadres supérieurs (ICG, 18 février 2022).

2.2 Partenariat entre la Turquie et le KDP pour lutter contre le PKK

Des liens économiques et sécuritaires étroits entre le PDK et la Turquie. Le PDK et le PKK se disputent pouvoir et influence. Dans son rapport d'octobre 2021, l'OSAR indique, en se basant sur un article d'*Al-Monitor*, que le PDK entretient des liens étroits avec la Turquie et dépend notamment de celle-ci pour ses exportations de pétrole. Le PDK reproche au PKK d'être la cause des opérations militaires turques qui font souvent des victimes civiles et a demandé à plusieurs reprises à celui-ci de quitter le Kurdistan. Citant *Jean-Pierre Filiu*, un historien spécialiste du Kurdistan, l'OSAR indique que les activités du PKK dans le Kurdistan sont mal perçues par le PDK qui compte sur la Turquie pour le neutraliser. Pour le *German Marshall Fund of the United States* (GMFUS), cité par l'OSAR, les deux groupes se disputent le pouvoir dans les mêmes zones socio-géopolitiques du nord de l'Irak, en particulier à Dahuk, Erbil et dans leurs environs. Le GMFUS estime que le PDK se trouve dans une impasse : alors qu'il est sous pression de la Turquie, qui aimerait qu'il adopte une position plus claire vis-à-vis du PKK, ce dernier l'accuse de trahir les Kurdes en s'alliant avec Ankara. Le PDK à son tour accuse le PKK de déstabiliser la région du Kurdistan et d'être la cause des incursions militaires turques. Pour le GMFUS, le gouvernement fédéral irakien n'a pas la capacité de réagir aux incursions militaires turques sur son territoire. Le GMFUS estime également que tant que le PKK n'entre pas en conflit avec le gouvernement fédéral, il est difficile pour ce dernier d'adopter une position active contre le groupe (OSAR, 8 octobre 2021). Selon l'ICG, le PDK est le principal partenaire irakien de la Turquie dans sa lutte contre le PKK. Il a permis à la Turquie d'établir des bases militaires dans le nord de l'Irak et d'étendre ses opérations de renseignement, notamment en partageant ses propres renseignements et connaissances

sur les tactiques du PKK. Il est également arrivé que les forces de sécurité du PDK prennent le contrôle de certaines zones desquelles le PKK a été chassé par les opérations militaires turques. L'ICG rappelle également les forts liens économiques qui lient la Turquie et le Kurdistan. En plus d'être un important pays de transit pour le pétrole et le gaz du Kurdistan, la Turquie investit également de manière importante dans la région, avec près de 1500 entreprises turques présentes sur le territoire, notamment des entreprises de construction. Selon l'ICG, ces liens économiques permettent à la Turquie d'avoir une influence importante sur le PDK (ICG, 18 février 2022).

2.3 Menaces et attaque du PKK contre les forces de sécurité du KRG/KDP

L'alliance entre la Turquie et le PDK fait de ce dernier une cible pour le PKK. Des peshmergas tué-e-s dans une embuscade du PKK en juin 2021. Un officier Assayech menacé puis assassiné par le PKK en octobre 2020. Dans son rapport d'octobre 2021, l'OSAR indique que les opérations militaires turques dans le nord de l'Irak exacerbent les tensions entre le PDK et les militant-e-s kurdes du PKK. Selon *Al-Monitor*, ces tensions font craindre une reprise des combats intra-kurdes (OSAR, 8 octobre 2021). D'après l'ICG, le PDK est devenu une cible pour le PKK en raison des liens étroits que le PDK entretient avec la Turquie. En octobre 2020, les services de sécurité du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ont accusé le PKK d'être responsable de l'assassinat du chef de ses forces de sécurité locales, Ghazi Salih, dans la province de Dahuk, près de la frontière turque. Le PKK a également attaqué à deux reprises, en octobre 2020 et en janvier 2022, l'oléoduc KRG-Turquie et il a revendiqué la responsabilité d'une bombe qui a tué un peshmerga du PDK en novembre 2020 (ICG, 18 février 2022). *Rudaw*, un site d'information kurde, précise que, selon les autorités kurdes, avant d'être assassiné par le PKK dans sa propre maison située dans le village de Galik, Ghazi Salih avait subi des menaces de leur part. Ghazi Salih occupait la fonction de chef des forces de sécurité Assayech affiliées au PDK et travaillait au poste frontière de Sarzer dans le district d'Amedi (*Rudaw*, 10 octobre 2020). *Liqaa Makki*, un chercheur pour le Centre d'études d'Al-Jazeera, signale également qu'en juin 2021, cinq Peshmergas, la force militaire du gouvernement régional du Kurdistan, ont été tué-e-s dans une embuscade du PKK. Il s'agit du plus grand nombre de pertes subies par les Peshmergas aux mains du PKK (*Liqaa Makki*, 9 août 2021).

3 Sources:

ICG, 18 février 2022:

« On 2 February, some 60 Turkish fighter jets carried out a coordinated attack on training camps, shelters and ammunition storage facilities used by the PKK and its affiliates in northern Iraq and Syria. Since mid-2019, Turkey has increasingly relied on airpower, including drones, to hit PKK bases in the rugged mountains of northern Iraq, allowing it to kill higher-level PKK cadres. [...]

The spread of fighting to new battlegrounds has drawn in an increasingly complex web of actors. In northern Iraq, **Turkey has partnered with the Kurdistan Democratic Party (KDP) – the largest and most powerful political party in Iraqi Kurdistan and its Kurdistan Regional Government (KRG) – to obtain information about PKK movements as well as to secure areas it has cleared of PKK militants. The PKK, meanwhile, is forging deeper alliances with Iran-backed Iraqi paramilitary groups (also known as Hashd al-Shaabi) at odds with Ankara and is exercising increasing decision-making authority within the ranks of its affiliates in Syria, primarily the People's Protection Units (YPG), which Turkey sees as an extension of the PKK. [...]**

As the Turkish military pushed militants out of Turkey, the battleground shifted to northern Iraq, where it was centred largely in areas governed by the KRG. Since July 2015, roughly one in six deaths in the conflict have occurred in Iraq, the majority of them PKK militants. **With the KRG's acquiescence, Turkey now has 2,000-3,000 troops stationed at around 40 outposts in northern Iraq, some as far as 40km from the border, Turkish security analysts estimate. [...]**

The conflict's operational tempo reached a new peak in 2021, with more violent incidents than in any comparable period since the ceasefire broke down – including airstrikes, firefights, roadside bombings and rocket attacks – according to open-source data gathered by the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). ACLED recorded a monthly average of 209 such incidents in Turkey and northern Iraq in 2021, exceeding the pace of violent incidents seen during the urban phase of the conflict between 2015 and 2017. Most of these incidents were Turkish airstrikes, with almost 1,200 in northern Iraq in 2021 alone. The higher incident rate is accompanied by a lower level of fatalities than in the conflict's early years, when combat was concentrated in densely populated areas. Hostilities claimed an average of 40 people per month in 2021, most of them PKK militants, compared to 150 per month in 2016, according to Crisis Group's data (see Figure 3). [...]

The deployment of Turkish-made Bayraktar TB2 drones since 2017 has proven a game changer for Ankara, providing both armed overwatch for Turkish forces and enabling the targeted killing of higher-ranking PKK figures in hard-to-reach terrain in Turkey's south east and northern Iraq. The PKK has long found refuge in the steep cliffs and jagged peaks of the Zagros mountain range stretching from the Iraq-Iran border to the Turkey-Iraq frontier. PKK training camps dot the region, including in the Qandil mountains of Iraq, where the group's headquarters are located. [...]

The use of more advanced and versatile drone technology has enabled Turkish forces, including ground units, to penetrate deeper into Iraqi territory and go after higher-ranking militants. Drone technologies offer more protection for forces on the ground and can increase their confidence and morale. **Turkish troops have also been cooperating more closely with the KDP to gather better intelligence on militant movements and hideouts, and Turkish media are reporting the participation of Turkish intelligence agencies in anti-PKK operations in the area.** Moreover, according to Crisis Group data, Turkey is killing an increasing proportion of militants whom the PKK itself classifies as commanders or regards as playing substantial battlefield roles as a share of total fatalities (see Figure 4). Crisis Groups categorises this group of militants as "seasoned". In 2021, more than one third of the confirmed 312 PKK fighters killed were such seasoned militants. The ratio of killed PKK militants to killed state security force members has also risen more than fourfold in Turkey's favour since July 2015. [...]

Crisis Group has recorded 74 non-combatant deaths in violent incidents in northern Iraq since July 2015, based on local reports and open-source information, more than half of them after mid-2019 when Turkey intensified its air campaign. News reports from the ground also suggest that a few thousand villagers in the Amedi district, as well as hundreds more in the Duhok district, lost their homes and moved to villages or cities farther south. Civilians in the area complain of both heavy Turkish bombardment and PKK militants' pressure on locals to provide shelter from air raids.

Turkish officials publicly deny any civilian casualties from airstrikes. They say the use of drones, by allowing for more precise targeting, has significantly minimised the risk of collateral damage. [...]

The Turkey-KDP Partnership

In northern Iraq, the Kurdistan Democratic Party has emerged as Turkey's main local partner in its fight with the PKK. Turkish relations with the party hit a low point in 2017 when Ankara opposed the KDP's failed referendum on independence for Iraq's Kurdistan region. But their joint opposition to the PKK's presence in the area and growing trade ties have helped patch things up. The KDP has allowed Ankara to set up military bases and expand its anti-PKK intelligence and other operations in the territory the KRG administers. Critically, it also offers Turkey its own battlefield intelligence as the KDP and its armed forces know the terrain and have a good grasp of the PKK's tactics. At times, KDP-aligned security forces also step in to establish control of areas in northern and north-eastern KRG-controlled Iraq from which Turkish operations have driven PKK militants.

The KDP's military cooperation with Ankara is underpinned by growing economic interdependence. In 2020, despite COVID-19 restrictions, trade between Iraq and Turkey reached nearly \$20 billion, double what it was in 2019. Around 70 per cent of that commerce was with the KRG, in whose territory approximately 1,500 Turkish companies operate. Turkish construction firms have invested at large scale in infrastructure and transport projects, including highways and railways. Turkey is also an important transit country for KRG oil and gas. Around 450,000 barrels of oil per day were pumped in 2020 through two pipelines with terminals in Ceyhan, a port in southern Turkey. These economic ties give Turkey more leverage over the KDP.

But the KDP's alliance with Ankara has also made it a target of PKK attacks. Tensions rose particularly quickly after mid-October 2020, when KRG security services accused the PKK of assassinating the head of its local security forces, Ghazi Salih, in Duhok province near the Turkish border. Since then, the PKK have twice attacked the KRG-Turkey (Kirkuk-Ceyhan) pipeline, briefly interrupting the westward flow of oil, in October 2020 and January 2022. They also claimed responsibility for a roadside bomb killing one KDP peshmerga in November 2020. More recently, in mid-January 2022, as clashes between PKK and KDP-allied groups in Syria became more frequent, KRG authorities decided to close the Samalka/Faysh Khabour border crossing between Syria and Iraq. [...] » Source: International Crisis Group (ICG), Turkey's PKK Conflict: A Regional Battleground in Flux, 18 février 2022: www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/turkeys-pkk-conflict-regional-battleground-flux.

Liqaa Makki, 9 août 2021:

« On June 5, 2021, five members of the military forces of the Kurdish Regional Government of Iraq (KRG), the Peshmerga, were killed in an ambush set by the Kurdistan Workers' Party (PKK). This was the highest number of losses incurred by the Peshmerga at the hands of the PKK, which is considered by the United States, the European Union, and Turkey as a terrorist organization.

This attack constituted a dramatic development in a series of armed confrontations that the local government in Erbil had tried to avoid. However, after the incident, the government found that its quest to avoid what it describes, as Kurdish-Kurdish fighting did not prevent the PKK from dealing with it as an enemy, and engaging in a kind of security alliance with democratic opponents in the KRG from the Iraqi armed forces.

Erbil views the presence of the PKK in northern Iraq as a threat. In fact, in a statement in November last year, Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani described PKK-controlled areas as "occupied." He nevertheless stressed his refusal to use armed force against the terrorist organization to avoid Kurdish-Kurdish fighting. But this desire was not fulfilled due to a series of attacks and threats carried out by the PKK, especially the bloody attack of last June. [...]

The PKK took advantage of the difficult security conditions during the fighting with the Islamic State (IS) and settled in Mount Sinjar with the direct support of some local forces that are hostile to the KRG and administratively linked to the Popular Mobilization Forces. The Iraqi government is still unable to regain control of Sinjar despite the conclusion of various agreements.

The presence of PKK in Sinjar and the border areas with Turkey in Dohuk represents a real security problem for the KRG. Last June's attack followed the PKK's assassination of a border official in October of last year as well as attacks on a major oil pipeline and Peshmerga soldiers in early November. Last March, the media of the KRG presented the confessions of a spy network of five people arrested last October who were members of the PKK, and were planning terrorist operations including the assassination of diplomats, employees in diplomatic missions and foreign companies, local officials and politicians, with the aim of changing the political regime in the region. [...]

The KDP has yet another challenge. In the midst of its confrontation with the PKK, the organization finds a kind of assimilation to and perhaps support for the PKK from the PUK. The latter, which controls Sulaymaniyah in northeastern Iraq, has been in competition with the KDP for several decades. Furthermore, it is less affected by any imbalance in relations with Turkey, and has instead established strong relations that include security aspects with neighbouring Iran. Although Sulaymaniyah belongs to the KRG, and Qubad Talabani, the son of the former Iraqi president, is still officially the deputy minister of the region, the city feels relatively independent. Between the two sides, differences appear at times and disappear at others. The impact of the political changes that took place in the leadership of the PUK recently, in which Lahur Sheikh Jangi was removed from the joint leadership of the party, on relations with the KDP or the PKK is yet to be determined. » Source: Liqaa Makki, The inevitable conflict between the PKK and KDP in Iraq, 9 août 2021: <https://menaaffairs.com/the-inevitable-conflict-between-the-pkk-and-kdp-in-iraq/>.

OSAR, 8 octobre 2021:

« Présence du PKK dans les régions frontalières du Kurdistan d'où sont lancées des attaques contre la Turquie. La Turquie a installé des bases et conduit des opérations militaires dans les régions frontalières avec la Turquie pour éliminer la menace PKK. Selon le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), **le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est présent et contrôle les zones montagneuses du Kurdistan irakien, notamment les monts Zab dans la province de Dohuk, d'où il lance des attaques transfrontalières en Turquie. Cette dernière a installé des bases militaires dans la province de Dohuk pour cibler les bastions du PKK** (EASO, janvier 2021). Selon Jean-Pierre Filiu, historien et spécialiste de la région, la guérilla du PKK est installée dans la chaîne montagneuse de Qandil, proche de la frontière iranienne, mais le groupe dispose également d'implantations le long de la frontière turque qui lui permettent de maintenir une liaison avec la branche syrienne du PKK (Filiu, 7 mars 2021). Selon Al-Monitor, **les camps du PKK s'étendent sur une longue distance depuis les monts Qandil à la frontière iranienne jusqu'à la frontière syrienne à l'ouest. Depuis mi-2019, la Turquie a lancé une série d'opérations militaires dans le Kurdistan irakien, cherchant ainsi à restreindre la capacité du PKK à se déplacer entre ses camps** (Al-Monitor, 16 juin 2021). D'après le German Marshall Fund of the United States (GMFUS), **le PKK contrôlerait plus de 500 villages dans la région, la plupart se situant dans les zones sous influence du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le principal groupe politique au pouvoir au Kurdistan irakien** (GMFUS, 13 mai 2021).

Tensions entre le PKK et le PDK exacerbées par les opérations militaires turques dans la province de Dohuk et par la mort en juin 2021 de six peshmergas. Le PDK reproche au PKK d'être la cause des incursions militaires turques. Le PKK reproche au PDK d'entretenir des liens étroits avec la Turquie et ainsi de trahir les Kurdes. D'après Al-Monitor, **les opérations militaires turques dans le nord de l'Irak exacerbent les tensions entre le PDK et les militants kurdes du PKK, qui utilisent les montagnes du Kurdistan irakien comme base arrière dans leur lutte contre l'État turc. Ces tensions font craindre une reprise des combats intra-kurdes. En juin 2021, cinq peshmergas irakiens ont été tués et sept autres blessés près de la ville d'Amedi dans ce que les autorités du Kurdistan ont décrit comme une embuscade du PKK. Un sixième peshmerga a été tué trois jours plus tard près de la ville de Zakho, les autorités du Kurdistan accusant encore une fois le PKK. Au printemps 2020, un poste du PKK avait subi un bombardement de l'armée turque et le PKK avait accusé le PDK d'avoir partagé la position du poste avec la Turquie. Le PDK, qui entretient des liens étroits avec la Turquie et dépend notamment de celle-ci pour ses exportations de pétrole, a demandé à plusieurs reprises au PKK de quitter le Kurdistan. Le PDK reproche au PKK d'être la cause des opérations militaires turques qui font souvent des victimes civiles** (Al-Monitor, 16 juin 2021). Selon M. Filiu, les activités du PKK dans le Kurdistan sont mal perçues par le PDK qui compte sur la Turquie pour neutraliser le PKK (Filiu, 7 mars 2021). Le German Marshall Fund of the United States (GMFUS) indique que les deux groupes se disputent le pouvoir dans les mêmes zones socio-géopolitiques du nord de l'Irak, en particulier à Dohuk, Erbil et dans leurs environs. Pour le GMFUS, **le PDK se trouve dans une impasse : alors qu'il est sous pression de la Turquie, qui aimerait qu'il adopte une position plus claire vis-à-vis du PKK, ce dernier l'accuse de trahir les Kurdes en s'alliant avec Ankara. Le PDK à son tour accuse le PKK de déstabiliser la région du Kurdistan et d'être la cause des incursions militaires turques. Pour le GMFUS, le gouvernement fédéral irakien n'a pas la capacité de réagir aux incursions militaires turques sur son territoire. Le GMFUS**

estime également que tant que le PKK n'entre pas en conflit avec le gouvernement fédéral, il est difficile pour ce dernier d'adopter une position active contre le groupe (GMFUS, 13 mai 2021). [...]

Dégradation de la situation sécuritaire dans la province de Dohuk depuis 2019, en particulier dans les zones frontalières avec la Turquie. Les bombardements, attaques terrestres et frappes aériennes turques touchent des zones civiles. Les districts de Zakho et d'Amedi sont les plus affectés. Selon EASO, alors que la situation sécuritaire dans la province de Dohuk était plutôt stable depuis 2014, en 2019 et 2020, celle-ci s'est considérablement détériorée notamment dans les zones frontalières du nord de Dohuk en raison du conflit entre le PKK et la Turquie. Les zones frontalières et les villages où des combattant-e-s du PKK sont présent-e-s ont fait l'objet de frappes aériennes, d'attaques terrestres et de tirs d'obus. Ces attaques ont touché des zones civiles et ont conduit à l'évacuation de nombreux villages. Les forces de sécurité irakiennes ont établi des bases afin de désamorcer la situation entre la Turquie et le PKK et d'éviter les pertes de vies civiles. Selon EASO, d'autres menaces pour la sécurité dans la province incluent la criminalité, les troubles civils et le trafic de migrant-e-s. Se basant sur des données d'ACLED, EASO indique qu'entre juin 2019 et janvier 2021, un total de 751 incidents de sécurité (moyenne de 9.1 incidents par semaine) ont été enregistrés dans la province. La plupart de ces incidents étaient classifiés comme « violence à distance » et « explosions » et se sont produits dans les districts d'Amedi et de Zakho (EASO, janvier 2021).

Lancement en avril 2021 de l'opération « Griffe-Éclair » par la Turquie. En avril 2021, Al-Jazeera a rapporté que la Turquie avait annoncé le lancement de nouvelles opérations militaires dans le nord de l'Irak, visant à lutter contre des combattant-e-s du PKK, que la Turquie considère comme une organisation terroriste. La Turquie a simultanément lancé les opérations « Griffe-Foudre » et « Griffe-Éclair ». Cette nouvelle offensive militaire turque fait suite à l'opération « Griffe-Aigle 2 » lancée en février 2021. Selon le ministère de la défense turque, des commandos turcs ont débarqué dans la région de Metina, proche de la frontière turque, à partir d'hélicoptères tandis que des avions de chasse bombardaient des positions du PKK (Al-Jazeera, 25 avril 2021). » Source: Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Irak : situation sécuritaire à Zakho, province de Dohuk, 8 octobre 2021, p-4-6: [www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Mittlerer_Osten - Zentralasien/Irak/211008_IRK_situation_securitaire_Zakho.pdf](http://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslaenderberichte/Mittlerer_Osten_-_Zentralasien/Irak/211008_IRK_situation_securitaire_Zakho.pdf)

Rudaw, 10 octobre 2020:

« Kurdish security forces on Saturday accused the Kurdistan Workers' Party (PKK) of being involved in the killing of the head of security at a border crossing in Duhok province last week.

"Following precise and comprehensive investigations, it turned out that he was terrorized by the PKK," reads a statement from the General Directorate of Asayesh (security) of Erbil. "He had directly and indirectly been threatened."

Ghazi Salih, 47, was the head of security forces (Asayesh) affiliated with the Kurdistan Democratic Party (KDP) at Sarzer border crossing in the Amedi district of Duhok. He was shot at his home in the village of Galik on Thursday evening and died on the way to hospital.

"We strongly condemn this cowardly terror act and hereby declare that this terror act will not go unanswered," the Asayesh statement added.

The PKK has not immediately responded to the accusation.

The border crossing where Salih worked and his home village are in the Kani Masi sub-district that borders Turkey and sees regular clashes between the PKK and the Turkish army. » Source: Rudaw, Kurdish security forces accuse PKK in killing of Duhok border official, 10 octobre 2020: www.rudaw.net/english/kurdistan/101020202.

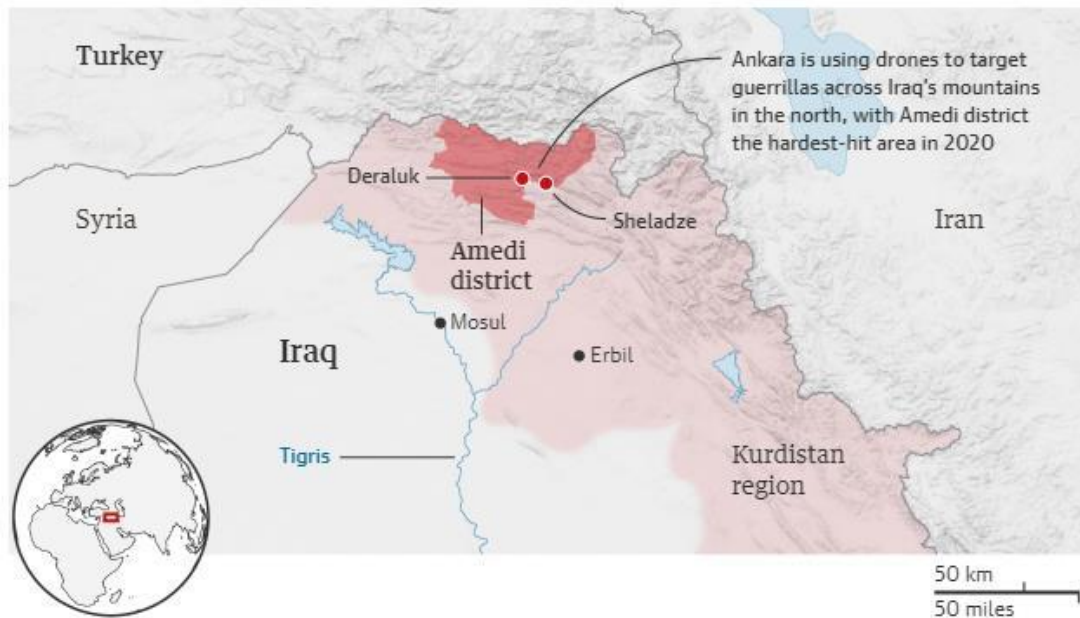
The Guardian, 4 avril 2021:

« The conflict is now claiming more Iraqi civilian lives than at any point since a ceasefire broke down in 2015, according to data from the monitoring group Airwars. Residents in Amedi and other targeted areas, watching Turkish drones soar silently above the mountain peaks, fear worse is to come.

Turkey and the PKK have fought a cat-and-mouse war since the rebels launched a full-scale, Marxist-inspired insurgency against the Turkish state's repression in 1984. More than 40,000 people have died in the violence since then, the vast majority civilians, and the PKK has been designated as a terrorist organisation by Turkey and most of its western allies.

Iraq's mountainous north has long been a PKK stronghold, but the area's autonomous Kurdistan regional government (KRG) is divided on how to deal with it. The main political power, the Kurdistan Democratic party (KDP), has fostered deep economic ties with Turkey and allowed Ankara to set up military bases and expand operations against the rebels on Iraqi soil in recent years. Its own forces also regularly clash with the PKK.

Turkey's conflict with the PKK in northern Iraq is becoming deadlier



Guardian graphic. Source: [Political Geography Now](#). Note: Situation as known 21 August 2020

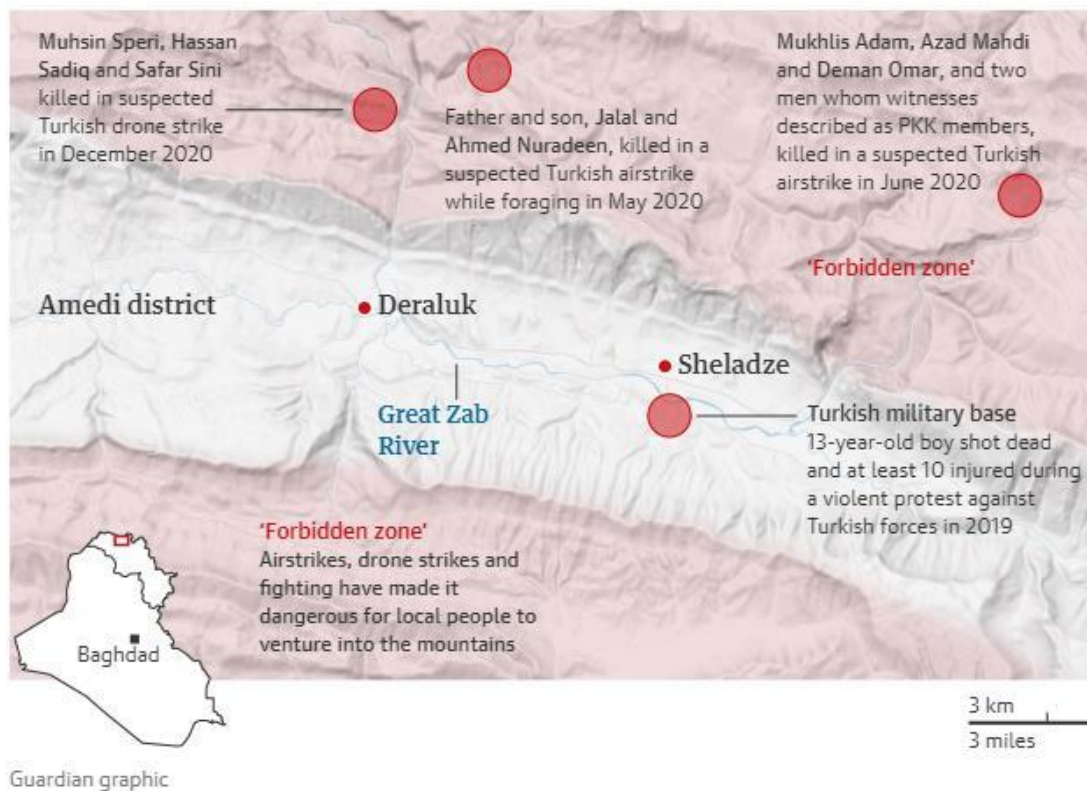
A ceasefire between the PKK leadership and the Turkish government collapsed owing to internal Turkish politics in 2015, igniting a new quasi war across the south-east of Turkey as well as cross-border offensives in Syria designed to stem the successes of PKK-linked Kurdish forces there.

At the same time, Ankara has begun to pursue a more aggressive foreign policy in places as far away as Libya and Somalia, helped in large part by its rise as a drone power.

*Ground zero of this new military reality, however, is still just next door. **In Iraq's mighty Zagros mountain range, Turkish aerial operations are successfully hammering senior PKK leaders, killing more in 2020 than ever, but families like Speri's say there is no accountability for strikes that injure and kill civilians.***

The increase in violence has sent shock waves through communities across Amedi, many of whom have already had to flee home because of Saddam Hussein, the battle between the PKK and Turkey or intra-Kurdish fighting during the 80s and 90s.

Turkey's drone war against the PKK has brought death and disruption to people living in the mountainous Amedi district



The mountains were known as the “forbidden zone” under Saddam’s regime when they hosted the peshmerga, or Kurdish freedom fighters. Today the mountains are still off-limits, but to those who used to call them home. **The renewed fighting has emptied an estimated 400 villages and killed almost 100 civilians to date, according to the rights group Christian Peacemaker Teams. Locals estimate that Turkish airstrikes and drone strikes now hit up to 70% of the area’s rugged peaks.**

Many displaced families have sought refuge in district centres such as Deraluk, where Speri’s family live, but the influx of people has resulted in overcrowding and underemployment.

The limited economic opportunities are part of the reason so many people are compelled to return to the forbidden zone. Selling wild herbs, mushrooms and honey foraged in the mountains can significantly supplement a family’s income.

“We are refugees here, we don’t own an inch of this land. We have to smuggle ourselves back into our own hills and valleys because the Turkish planes drop bombs every day, and the PKK don’t even let us light a single fire,” said Baxtiyar.

“In these times of economic crisis my father was trying to provide for our family. All we want is to make a living on our own soil, but our homelands have turned into an arena for political and power games. Both the Turks and the PKK have my father’s innocent blood on their hands.”

Asked about the impact of Turkish operations on civilian communities in northern Iraq, a defence ministry source said that “all military operations by the Turkish armed forces are carried out only targeting terrorist elements and in accordance with the article 51 of the United Nations Charter that gives nations the right of self-defence.

“All necessary measures are taken to prevent civilians from being harmed and the targets detected are fired at only after confirming that they are only terrorist elements ... For the Turkish Armed Forces, civilians, environment, historical and cultural structures are inviolable in all its operations.”

The PKK has long been accused by rights groups such as Amnesty International of abducting teenagers to train as fighters, as well as the detention and murder of civilians suspected of spying – claims the group denies.

According to Turkey, 12 Turkish hostages and one Iraqi Kurdish hostage were killed, all but one with gunshots to the head, in a cave complex in Gara earlier this year. The PKK said the deaths were caused by Turkish airstrikes.

“We feel the danger,” said Barani Abdujubar Shexo, who owns 50 sheep he keeps in Amedi in the summer months. “I know two shepherds killed by the PKK and one by a Turkish airstrike. During the night we cannot move.”

In the summer of 2020, emboldened by its growing military prowess, Ankara launched Operation Claw-Eagle, swiftly followed by Claw-Tiger, Turkey’s most intense military action in Iraq in the last six years. The defence ministry said more than 150 suspected PKK positions were hit by jets, helicopters, drones and artillery, including targets in the Amedi border region, the Yazidi homeland of Sinjar, and the Qandil mountains.

According to Airwars, the operations caused a “sharp rise in reported civilian harm”: ***between 27 and 33 Iraqi civilians were killed and 23 were injured, amounting to more than double the number of civilians killed in 2019, said Mohammed al-Jumaily, the organisation’s Iraq researcher. [...] »*** Source: The Guardian, Kurds in 'mountain prison' cower as Turkey fights PKK with drones in Iraq, 4 avril 2021: www.theguardian.com/world/2021/apr/04/iraq-turkey-pkk-drones-kurds-kurdistan.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Irak ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter.